

VIDEO. Paris : la police expulse des mal logés d'une clinique désaffectée

Publié le 08.04.2012, 10h14 | Mise à jour : 18h42



Paris (XVIIIe), dimanche matin. L'association Droit au logement (Dal) et le collectif Jeudi Noir ont investi dans la nuit une clinique désaffectée au pied de la butte Montmartre, afin de placer la question du logement au coeur de la campagne présidentielle. | AFP/KENZO TRIBOUILLARD

La police a entrepris dimanche vers 13h15 d'évacuer la clinique du XVIIIe arrondissement de Paris occupée depuis la nuit par des mal-logés, dont des familles, et des militants associatifs. L'évacuation s'est déroulée sans incident, les militants ayant au préalable indiqué la marche à suivre aux familles.

L'association Droit au logement (Dal) et le collectif Jeudi Noir sont à l'origine de cette «réquisition». «Notre but est de placer la question du logement au coeur de la campagne présidentielle», expliquait dans la matinée Manuel Domergue, pour Jeudi Noir, assurant vouloir faire de cette clinique «le bâtiment emblématique de la fin de campagne». «S'ils ne sont pas poussés aux fesses, ils ne vont pas spontanément parler de logement», regrettait-il, en parlant des candidats.

A la faveur de la nuit, quelque 25 personnes, dont quatre familles et six enfants, avaient investi la clinique Duhesme, et occupé quelques-unes des 25 chambres de l'établissement jusqu'à leur évacuation en début d'après-midi. Certains sont en logement précaire, d'autres sont des foyers reconnus prioritaires Dalo (Droit au logement opposable). «Le logement est salubre, à l'abandon depuis trois ans et il n'y a pas de projet pertinent, il est donc légitime qu'on l'occupe», assurait Simon Cottin-Marx, militant de Jeudi Noir. «Depuis qu'on a été expulsés de la rue Matignon, le 18 février 2011, on recherchait un endroit», ajoutait Manuel Domergue.

Les professionnels de l'immobilier dénoncent le silence des politiques

Entre décembre et février 2011, le collectif avait déjà squatté un immeuble de bureaux vide proche de l'Élysée. Il avait ensuite tenté deux autres occupations, boulevard de la Madeleine (2e), puis rue de Chateaudun (9e), mais la police, prévenue très tôt, les avait immédiatement expulsés. Du coup, cette fois-ci, «on est en mode parano, on a pris un maximum de précautions», racontent-ils. Pas de mails, ni de nouvelles puces téléphoniques... tout a été réglé

au millimètre.

Jeudi, les professionnels de l'immobilier s'étaient déjà insurgés contre le silence des politiques. Les huit fédérations du secteur et la Fondation Abbé Pierre, qui organisaient un colloque intitulé «Le logement: cause nationale», avaient «regretté qu'aucun candidat à l'élection présidentielle ne se soit déplacé personnellement».

C'est la deuxième occupation pour laquelle coopèrent le Dal et Jeudi Noir. La dernière remonte au 31 décembre 2006, où les deux associations avaient squatté un immeuble rue de la Banque, dans le 2e arrondissement, immeuble occupé plusieurs années.

VIDEO. Des «mal-logés» réquisitionnent une clinique

LeParisien.fr avec l'AFP

Droits de reproduction et de diffusion réservés - Copyright LE PARISIEN 2012
